



**MINISTÈRES
ÉDUCATION
JEUNESSE
SPORTS
ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR
RECHERCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de l'action administrative
et des moyens**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES**

(C.C.A.P.)

**Direction de la jeunesse,
de l'éducation populaire
et de la vie associative**

Bureau des relations
internationales

95, avenue de France,
75013 Paris

Secrétariat général

**Délégation aux relations
européennes et
internationales et à la
coopération**

Département veille,
comparaisons
internationales et
affaires financières

110, rue de Grenelle 75
357 Paris 07 SP

Et

**Service de l'action
administrative
et des moyens
Sous-direction des
achats**

Bureau de la stratégie
et de l'ingénierie
des achats
SAAM B1

61-65 rue Dutot
75732 Paris Cedex 15

Procédure n° MEN-SG-AOO-25035

Objet : Réalisation d'un rapport et d'un avis d'audit annuels sur la déclaration annuelle de gestion du GIP Agence Erasmus+ France / Education Formation et du GIP Agence du service civique - Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport pour les besoins du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Lot n°1 : Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence Erasmus + France/Education Formation (AEFEF)

Lot n°2 : Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence du service civique (ASC) – Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport (AEFJS)

SOMMAIRE

PREAMBULE	4
ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ.....	4
ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	4
ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE	4
3.1/ Allotissement	4
3.2/ Forme et montant du marché.....	4
3.3/ Procédure	5
ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5/ MODALITES D’EMISSION DES BONS DE COMMANDE	5
ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 7/ LIEU D’EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DECROCHAGE SCOLAIRE	6
ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	8
ARTICLE 10/ OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION.....	9
ARTICLE 11/ CLAUSE DE REEXAMEN.....	10
ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE.....	11
ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE	11
ARTICLE 14/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS	12
14.1/ Conduite des prestations	12
14.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère	12
14.1.2/ Interlocuteurs désignés par le titulaire.....	12
14.2/ Echanges d’information	13
14.3/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum	13
ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	13
ARTICLE 16/ PENALITES ET REFACTIONS.....	14
16.1/ Pénalités de retard	14
16.2/ Réfaction pour mauvaise exécution.....	14
16.3/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire	14
16.4/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité.....	15
ARTICLE 17/ PRIX DU MARCHÉ	15
17.1/ Contenu des prix	15
17.2/ Forme des prix.....	15
17.3/ Révision des prix.....	15
ARTICLE 18/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION.....	16
18.1/ Facturation	16
18.2/ Délais de paiement.....	16
18.3/ Avance.....	17
18.4/ Acomptes	17

18.5/ Cession ou nantissement des créances	17
ARTICLE 19/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE	17
19.1/ Assurance	17
19.2/ Justificatifs sociaux	18
19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché	18
19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire	18
19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire.....	18
ARTICLE 20/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE.....	19
ARTICLE 21/ RESILIATION	19
ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE.....	19
ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES	20
ARTICLE 24/ DEROGATIONS	20

PREAMBULE

Dans le cadre du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et de son annexe RGPD (une annexe par lot) :

- Le ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche (MENESR) et le ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative (MSJVA) sont désignés sous l'appellation « le ministère ».
- l'entreprise ou le groupement d'opérateurs retenu pour exécuter les prestations ainsi que son ou ses représentant(s) sont désignés sous l'appellation « le titulaire » ou « l'organisme d'audit indépendant (OAI) ».

ARTICLE 1/ OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la réalisation d'un rapport et d'un avis d'audit annuels sur la déclaration annuelle de gestion du GIP Agence Erasmus+ France / Education Formation et du GIP Agence du service civique - Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport pour les besoins du ministère de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche et du ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative.

Lot n°1 : Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence Erasmus + France/Education Formation (AEFEF)

Lot n°2 : Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence du service civique (ASC) – Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport (AEFJS)

ARTICLE 2/ DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le présent marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, dont l'exemplaire unique conservé par le ministère fait seul foi :

- l'acte d'engagement du lot concerné et son annexe :
 - Le « bordereau des prix » (BP) du lot concerné ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe :
 - Annexe 1 RGPD du lot concerné
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- l'offre technique du titulaire du lot concerné et ses éventuelles annexes.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

ARTICLE 3/ ALLOTISSEMENT, FORME ET PROCEDURE

3.1/ Allotissement

La consultation se répartit en 2 lots en application de l'article L. 2113-10 du Code de la commande publique :

- Lot n°1 : Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence Erasmus + France/Education Formation (AEFEF) ;
- Lot n°2 : Audit annuel du groupement d'intérêt public (GIP) Agence du service civique - Agence Erasmus+ France / Jeunesse & Sport.

Chaque lot constitue un marché. Le présent document est commun à tous les lots.

3.2/ Forme et montant du marché

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande avec un seul opérateur économique fixant toutes les stipulations contractuelles sans minimum et avec un maximum de 210 000 euros HT pour le lot n°1 et de 290 000 euros HT pour le lot n°2 en application de l'article R. 2162-4-2 du Code de la commande publique.

Des bons de commandes sont émis au fur et à mesure des besoins tout au long de l'exécution du marché dans les conditions définies à l'article 5 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP).

3.3/ Procédure

Le présent marché est passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L. 2124-2 et R. 2124-2-1° du Code de la commande publique.

ARTICLE 4/ DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché prend effet à sa date de notification pour une durée initiale de 12 mois.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction et par période de 12 mois, sans que sa durée totale puisse excéder 48 mois.

Si le ministère décide de ne pas reconduire le marché, il informe le titulaire de sa décision au plus tard 1 mois avant la fin de validité du marché par lettre recommandée avec accusé réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE).

La non-reconduction du marché n'ouvre droit au profit du titulaire à aucune indemnité ni à aucun dédommagement. Le titulaire reste par ailleurs engagé jusqu'à la fin d'exécution de la période en cours.

ARTICLE 5/ MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le présent marché s'exécute par l'émission d'un bon de commande annuel.

La personne habilitée à émettre des bons de commande est le pouvoir adjudicateur ou toute personne ayant reçu délégation.

Le représentant du pouvoir adjudicateur transmet au titulaire les bons de commande par courrier électronique.

En cas d'envoi du bon de commande par courrier électronique, le titulaire est réputé l'avoir reçu au plus tard dans un délai d'un (1) jour ouvré suivant sa date d'envoi.

À cet effet, il appartient au titulaire de communiquer au ministère la ou les adresse(s) électronique(s) des destinataires des bons de commande.

Les bons de commande sont valorisés à partir des tarifs contractuels, des conditions consenties, des quantités à livrer / exécuter et du régime fiscal applicable.

Il est précisé sur le bon de commande, ou sur le document l'accompagnant, les renseignements suivants :

- la dénomination du service émetteur et son adresse ;
- la date d'émission et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché mentionnant explicitement son numéro ;
- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la dénomination et l'adresse du service destinataire de la facture ;
- l'adresse de livraison ou d'exécution de la prestation ;
- la désignation précise des prestations ;
- la date de livraison ;
- le montant total hors taxe et toutes taxes comprises, ainsi que le taux de TVA utilisé.

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations dans le délai indiqué dans le bon de commande, avec comme délais maximum ceux indiqués à l'article 4 du CCTP.

Dans l'hypothèse où le délai d'exécution dépasse la fin de validité du marché, ce délai ne peut excéder trois (3) mois à compter de la fin de validité du marché.

ARTICLE 6/ NATURE ET ETENDUE DES PRESTATIONS

Dans le cadre du présent marché et conformément aux documents le régissant, le titulaire assure les prestations décrites au CCTP.

Les durées sont définies en jours ouvrés, c'est-à-dire de neuf heures à dix-huit heures tous les jours sauf samedi, dimanche et jours fériés.

ARTICLE 7/ LIEU D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Pour le lot n°1 :

Les prestations sont exécutées dans les locaux du titulaire et, pour partie, au siège de l'AEFEF établi à l'adresse suivante :

Agence Erasmus+ France/Education Formation
9 rue des Gamins
CS 71965
33088 Bordeaux

L'autorité nationale (DREIC) est établie au 110 rue de Grenelle, 75357 Paris 07 SP.

Les livrables sont remis en version numérique à la DREIC, à l'AEFEF, puis à la Commission européenne selon des modalités de livraison précisées au titulaire, et dans les lignes directrices établies par celle-ci.

Pour le lot n°2 :

Les prestations sont réalisées dans les locaux de l'ASC-AEFJS à l'adresse suivante (et pour partie dans les locaux du titulaire) :

Agence du service civique
Agence Erasmus + France/Jeunesse et Sport
95 avenue de France
75650 Paris cedex 13

L'autorité nationale pour le volet jeunesse et sport est la DJEPVA.
Ministère des sports, de la jeunesse et de la vie associative
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative
95 avenue de France 75650 PARIS Cedex 13

Les adresses de l'autorité nationale et de l'agence nationale sont susceptibles d'évoluer en cours de marché en région parisienne.

Les livrables sont remis en version numérique à la Commission européenne, à la DJEPVA ainsi qu'à ASC/AEFJS. Les modalités de livraison à la Commission européenne seront précisées au titulaire. Les réunions avec la DJEPVA se tiennent dans les locaux de la DJEPVA (adresse ci-dessus).

ARTICLE 8/ CLAUSE SOCIALE - ACTION DE FORMATION SOUS STATUT SCOLAIRE AU BENEFICE DE JEUNES EN SITUATION OU EN RISQUE DE DECROCHAGE SCOLAIRE

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Education nationale :

- Soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du code de l'éducation)
- Soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Education nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du code de l'éducation).
- Soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de 150 heures pour le lot 1 et de 150 heures pour le lot 2, à réaliser pendant la période ferme du marché ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

A l'initiative du référent de l'Éducation nationale, le volume horaire de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.

1. Encadrement de l'élève

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Education nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais).

Le référent entreprise et le référent de l'Education nationale sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

2. Les étapes de mise en œuvre du stage

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Education nationale, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Education nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au Ministère par le titulaire.

Le titulaire transmet également au Ministère la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le Ministère et le référent de l'Education nationale. Dans ce cas, le Ministère et le référent de l'Education nationale étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Education nationale, puis validées par l'acheteur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Education nationale. Toutefois, la durée totale du stage ne peut excéder 6 mois.

A l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Education nationale rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le titulaire. Ce bilan est transmis au Ministère, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

3. Contrôle et évaluation de l'action de formation

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du Ministère ou du référent de l'Education nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au Ministère :

- La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- La convention de stage tripartite ;
- L'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisé ;
- Le bilan croisé.

Si le référent de l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le Ministère au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande par le Ministère, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation sous statut scolaire est réalisée dans les dix jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 9/ CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre de l'exécution des prestations d'audit, le titulaire du marché s'engage à adopter une démarche écoresponsable, à minimiser l'impact environnemental de ses activités et à démontrer son engagement en faveur du développement durable. Cette clause s'aligne sur les priorités des ministères chargés de l'éducation nationale, de la recherche et de l'enseignement supérieur et des sports, de la Jeunesse et de la vie associative, ainsi que sur les exigences du Code de la commande publique.

1. Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES):

Dans le cadre de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, les acheteurs de l'État mobilisent une condition d'exécution relative à l'article L.229-25 du code de l'environnement afin de vérifier le respect, par les titulaires qui y sont soumis*, de leur obligation d'établir et de publier leur bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) présentant les objectifs, moyens et actions envisagés à cette fin et, le cas échéant, les actions mises en œuvre lors du précédent bilan.

Le titulaire soumis à cette obligation devra communiquer au ministère son BEGES et plan de transition associé dans un délai maximum de 6 mois à compter de la notification du présent marché.

La communication du BEGES doit être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, le titulaire soumis aux obligations de déclaration extra-financière peut communiquer son plan via son rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; il indique au ministère le lien internet lui permettant d'accéder à ce document.

Le ministère encourage par ailleurs les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre à adopter une stratégie de décarbonation de leurs achats.

**Les personnes morales de droit privé employant plus de cinq cents personnes et, dans les régions et départements d'outre-mer, les personnes morales de droit privé employant plus de deux cent cinquante personnes.*

2. Minimisation de l'impact environnemental des prestations

Le titulaire s'engage à garantir un impact environnemental minimal tout en respectant les exigences de qualité, de délais et de performance des prestations. À cet effet, il devra :

- **Dématérialisation des échanges** : Privilégier les échanges par voie numérique (visioconférences, audioconférences, courriels) pour limiter les déplacements et les impressions. Les comptes-rendus et livrables seront fournis en format numérique par défaut, sauf demande expresse du ministère.
- **Gestion responsable des impressions** : En cas d'impression indispensable (courriers, rapports), utiliser exclusivement :
 - Du papier recyclé multifonction, 100 % issu de fibres récupérées, sans blanchiment au chlore, avec une blancheur minimale de 145 CIE et portant un label environnemental (Écolabel européen, Ange Bleu ou équivalent).
 - Des enveloppes en papier recyclé avec des caractéristiques similaires.
 - Des encres végétales ou à faible impact environnemental.
- **Optimisation des déplacements** :
 - Favoriser les transports en commun, notamment le train, pour au moins 80 % des trajets longue distance, sauf justification exceptionnelle.
 - Limiter les déplacements en avion aux cas strictement justifiés, avec un rapport annuel précisant leur nombre et leur impact carbone.
 - Encourager le covoiturage, le vélo ou les déplacements à pied pour les trajets courts.

3. Politique numérique écoresponsable

Le titulaire doit intégrer une approche numérique durable dans la réalisation des prestations, incluant :

- L'utilisation d'outils numériques à faible consommation énergétique (serveurs alimentés par des énergies renouvelables, logiciels optimisés).
- Une gestion raisonnée des données : tri régulier des données obsolètes, réduction de la taille des fichiers (compression, formats légers comme PDF basse résolution pour les envois), limitation des pièces jointes volumineuses dans les courriels.
- L'utilisation de moteurs de recherche et d'outils numériques à faible impact environnemental (ex. : moteurs écoresponsables, hébergement vert).
- Un rapport synthétique, fourni en fin de marché, détaillant les mesures prises pour réduire l'empreinte numérique (ex. : volume de données stockées, énergie estimée pour les serveurs).

4. Suivi et reporting

Le titulaire devra fournir, dans les 3 mois suivant la notification du marché, un plan d'action environnemental détaillant les mesures prévues pour respecter cette clause.

ARTICLE 10/ OPERATION DE VERIFICATION – ADMISSION

La recette a pour objet de valider le contenu, la forme et la qualité des produits livrés. Elle est constatée de manière expresse par l'autorité nationale et matérialisée par une attestation de service fait transmise au titulaire par courriel.

Le titulaire remet les livrables dans le délai indiqué dans la colonne « délai maximum de production/remise des livrables ».

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG-PI, à compter de la livraison, l'autorité nationale dispose du délai indiqué dans la colonne « délai maximum de recette » pour transmettre au titulaire des observations et/ou des demandes de correction. Si l'autorité nationale ne notifie pas sa décision au titulaire dans le délai imparti, les prestations sont considérées comme reçues.

A compter de la réception des observations, le titulaire dispose du délai indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle du titulaire » pour intégrer les observations et/ou les demandes de correction dans les livrables et les transmettre de nouveau à l'autorité nationale.

Après analyse de ces corrections, l'autorité nationale peut décider :

- soit d'ajourner les prestations : le titulaire dispose à nouveau du nombre de jours indiqué dans la colonne « délai de correction éventuelle du titulaire » pour corriger les livrables et les transmettre de nouveau à l'autorité nationale. L'autorité nationale applique les pénalités à compter de la décision d'ajournement et jusqu'à remise du livrable corrigé ;
- soit de résilier le marché, conformément à l'article 21 du CCP.

L'autorité nationale établit un procès-verbal de recette définitive lorsque l'ensemble des prestations commandées est approuvé.

Tout dépassement de délai sera passible des pénalités de retard prévues à l'article 16.1 du présent CCAP.

ARTICLE 11/ CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, le montant maximum du présent marché pourra être réévalué à hauteur de 10% en cours d'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'émettre un avenant au contrat. Le ministère notifiera la décision au titulaire.

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, des modifications pourront être apportées par le ministère dans le cas où l'entrée en vigueur d'un nouveau règlement de l'UE à compter de 2028 entraîne des ajustements en matière de contrôle et d'audit et des modifications dans la démarche d'audit prévue au CCTP.

Sous réserves :

- que ces modifications entraînent des coûts d'audit supplémentaires que le prestataire doit justifier,
- de l'acceptation du ministère,
- et que cela ne modifie pas l'économie générale du marché en application de l'article R2194-8 du code de la commande publique.

Les éventuelles nouvelles conditions tarifaires se substitueront à celles en vigueur (annexe 1 à l'acte d'engagement) par voie d'avenant.

Conformément à l'article R2194-6-1° du code de la commande publique, si le titulaire du marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques (GMOE), la composition du groupement peut être modifiée dans le cas suivant :

En cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition ou, si le GMOE titulaire apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au ministère l'autorisation de modifier la composition du GMOE en proposant, le cas échéant, à l'acceptation du ministère, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

Dans le cas où le titulaire du présent marché est un groupement momentané d'opérateurs économiques, ce GMOE peut être modifié dans le cas d'une cession du marché, selon les dispositions prévues à l'article R2194-6-2° du code de la commande publique.

Le ministère se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

ARTICLE 12/ PROPRIETE INTELLECTUELLE

Dans le cadre du présent marché, les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI sont applicables.

Les résultats de la phase d'analyse, les rapports et les avis d'audit prévus au CCTP font partie des résultats faisant l'objet d'une cession à titre exclusif au ministère, conformément à l'article 35.2 du CCAG-PI.

Le titulaire du marché cède à titre exclusif l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux résultats et sur tous les livrables remis dans le cadre du présent marché. Le titulaire accepte d'en transférer le droit de propriété au ministère. Le titulaire ne peut faire aucun usage des résultats des prestations sans l'accord préalable du ministère. Cette clause ne s'applique pas aux méthodes propres au titulaire qui demeure propriétaire ou, le cas échéant, le concessionnaire.

Les présentes dispositions sont substantielles pour le ministère.

ARTICLE 13/ OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Le titulaire exécute personnellement les missions qui lui sont confiées. Il peut cependant faire réaliser certaines prestations par un cocontractant conformément à l'article 11 du présent CCAP ou un sous-traitant qu'il aura préalablement fait agréer par le ministère.

Pour l'ensemble de la prestation objet de la commande, le titulaire souscrit une obligation de résultat et doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Pour l'ensemble de ces obligations, le titulaire ne pourra nullement mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants. Le titulaire est pleinement et personnellement responsable de la bonne exécution du présent marché. Le personnel affecté par le titulaire à l'exécution des prestations objet du présent marché demeure en toutes circonstances placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusives du titulaire.

Le titulaire doit répondre à l'obligation de conseil et de mise en garde la plus stricte.

A ce titre, il s'engage notamment à :

- répondre à toute demande de renseignements émanant du ministère et communiquer à celui-ci tout conseil et toute information qu'il estime nécessaire concernant les prestations commandées ;
- exécuter conformément à l'état de l'art, les prestations décrites dans le présent marché ;
- demander au ministère toute information ou tout renseignement qu'il juge nécessaire à la bonne exécution des prestations ;
- reprendre tous les points pour lesquels le ministère a opposé des remarques et dans les délais émis par le ministère, conformément aux documents régissant le présent marché ;
- apporter tout le soin et toute la diligence nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché ;
- livrer les produits finis et respecter les délais d'exécution demandés ;
- observer les modalités de suivi et de pilotage, telles que décrites au présent marché.

Le titulaire ou son personnel devant avoir accès aux locaux du ministère sont nommément agréés et soumis pendant leur séjour aux mêmes règles de discipline que les agents de l'administration. La non-application par le titulaire ou son personnel des mesures de sécurité prévues peut entraîner la résiliation du marché à ses torts dans les conditions définies au présent CCAP.

Le titulaire du présent marché assume la direction et la responsabilité de l'exécution de la prestation, il est le seul responsable des dommages corporels, matériels ou immatériels, consécutifs ou non, que l'exécution de la prestation peut causer directement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant au ministère ou à des tiers.

Le titulaire, du fait de sa faute ou de sa négligence, pourra être déclaré responsable de la mauvaise exécution ou de l'inexécution des obligations mises à sa charge, sauf si cette mauvaise exécution ou inexécution résulte d'un cas de force majeure tel que défini ci-après ou encore si elle résulte du fait du ministère. De façon expresse sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuits, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français.

En cas de violation des obligations mentionnées ci-dessus, le marché peut être résilié aux torts du titulaire, dans les conditions définies au présent CCAP.

De la même manière, le ministère se réserve la faculté, le cas échéant, de prononcer la résiliation du marché aux torts du titulaire, s'il devait souffrir de l'incapacité de celui-ci à respecter les engagements pris.

ARTICLE 14/ CONDUITE ET SUIVI DES PRESTATIONS

14.1/ Conduite des prestations

Le ministère s'engage à mettre à la disposition du titulaire les informations en sa possession, nécessaires pour mener à bien les prestations décrites. Le titulaire aura notamment accès à l'ensemble des éléments d'analyse nécessaires à sa mission.

Le titulaire a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le présent marché et assurer sa bonne fin.

Les parties s'engagent à collaborer au mieux de leurs possibilités afin de permettre la bonne exécution de leurs obligations.

14.1.1/ Interlocuteur désigné par le ministère

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG-PI au plus tard 10 jours ouvrés après la date de notification du marché, le ministère désigne pour chacun des deux lots un interlocuteur permanent qui assurera le suivi de l'exécution du marché et sera l'interlocuteur privilégié du titulaire.

Le ministère indique au titulaire la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du ministère.

14.1.2/ Interlocuteurs désignés par le titulaire

Conformément à son offre, le titulaire s'engage à mettre en place une équipe de personnes compétentes dont il s'efforce d'assurer la pérennité pendant toute la durée du marché. Il lui appartient de maintenir, pendant toute la durée du marché et sans interruption, un niveau constant de compétence des intervenants, de qualité des prestations, conformément aux niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent marché.

Le titulaire désigne au plus tard cinq (5) jours ouvrés après la notification du marché, un interlocuteur permanent, pour l'exécution du marché, ayant habilitation à le représenter sur l'ensemble des aspects du présent marché. Cet interlocuteur permanent a pour mission de veiller à la bonne exécution des prestations. Il est l'interlocuteur privilégié du ministère.

14.1.2.1/ Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire

Le titulaire indique au ministère la procédure à suivre en cas d'absence du chef de projet du titulaire. Si cette absence est supérieure à une semaine, le titulaire doit désigner un chef de projet de remplacement.

En cas de changement de l'interlocuteur permanent ou de modification de son équipe, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire doit en aviser le ministère au moins dix (10) jours ouvrés avant la prise d'effet de la modification. Il communique impérativement les motifs de ces modifications ainsi que les profils et compétences de l'équipe et/ou la nouvelle organisation, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

Le titulaire doit présenter au ministère un remplaçant avec un profil équivalent à celui figurant dans son offre. Le titulaire assure la formation au remplaçant. Le titulaire est responsable de la formation de son personnel sur l'ensemble des sujets relevant des prestations demandées. Il en assume le coût et l'incidence sur l'organisation de la prestation.

Le ministère vérifie l'adéquation des profils et des compétences au regard de l'offre du titulaire et se réserve le droit de récuser toute personne ne correspondant pas aux profils et compétences indiqués. Le remplaçant est considéré comme accepté si le ministère ne le récuse pas, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans un délai correspondant aux dix (10) premiers jours de prestations effectives réalisées par ce même remplaçant. Si le ministère récuse le remplaçant, le titulaire dispose par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI de cinq (5) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer le ministère.

A défaut de sa désignation, ou si ce remplaçant est récusé dans le délai indiqué ci-dessus, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

14.1.2.2/ Récusation d'un intervenant par le ministère

Pendant toute la durée du marché, le ministère se réserve le droit, sur justification motivée, de récuser toutes personnes ne possédant pas les compétences souhaitées. Le ministère peut demander le remplacement de tout ou partie de l'équipe au cours du marché en cas de carence manifeste dans l'exécution de tout ou partie de la mission.

Une fois averti, le titulaire doit présenter, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sous dix (10) jours ouvrés maximum, des profils permettant d'assurer le remplacement des personnes incriminées. Les nouveaux profils font l'objet d'une validation explicite par le ministère.

Si le titulaire était dans l'incapacité de présenter un intervenant de profil adapté et si cette incapacité entraînait un retard dans la reprise de la prestation, une pénalité sera appliquée par jour ouvré de retard dans la reprise de la prestation, conformément à l'article 16.1 du présent document.

14.2/ Echanges d'information

Dans des délais compatibles avec les délais afférents à la mission confiée, le ministère communique au titulaire l'ensemble des éléments qu'il estime utiles à la bonne exécution des prestations ou lui transmet toute information permettant d'y accéder à charge pour ce dernier de matérialiser, si nécessaire, les documents remis.

Le titulaire peut requérir du ministère la transmission de documents et informations supplémentaires. Toutefois, celui-ci se réserve le droit d'en demander les motifs ou de refuser cette communication notamment pour des raisons de confidentialité ou s'il considère que cette demande n'est pas en rapport ou n'est pas nécessaire à la réalisation de la prestation commandée.

Le titulaire ne peut se prévaloir d'une insuffisance d'informations pour se décharger de sa responsabilité, sauf à démontrer un lien suffisamment direct entre un refus de communication et un manquement de sa part.

Le titulaire répond à toute demande d'information ou de transmission de documents en rapport avec l'exécution du présent marché.

14.3/ Obligations relatives au suivi financier du montant maximum

Afin de permettre au ministère de suivre l'exécution financière du présent accord-cadre, le titulaire est tenu de transmettre à l'adresse suivante saam-mission.achats3@education.gouv.fr :

- un état trimestriel de la consommation ;
- un état de la consommation à date, à la demande du ministère, dans un délai maximal de 5 jours ouvrés à compter de cette demande ;
- alerter le ministère lorsque les consommations atteignent 60 % du montant maximal ci-avant ;
- participer aux réunions de suivi que le ministère organise.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre et en référence aux obligations du titulaire précisées ci-dessus, le ministère :

- veille au respect de la fréquence de transmission des informations par le titulaire ;
- veille à la qualité, à la transparence et à la fiabilité des informations communiquées

ARTICLE 15/ CONFIDENTIALITE- PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

En matière de confidentialité et de protection des données personnelles, l'article 5.1 du CCAG-PI s'applique ainsi que l'annexe n°1 au présent document sur la protection des données à caractère personnel. Le non-respect de cette clause est sanctionné par les pénalités prévues à l'article 16.7 ci-dessous.

L'annexe RGPD peut être complétée en tant que de besoin conformément aux dispositions prévues à son article 3.3 p).

ARTICLE 16/ PENALITES ET REFACTIONS

Les pénalités prévues au présent article sont cumulables à l'exception des pénalités pour non-respect de la clause sociale.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'Etat. Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG/PI. Dans l'hypothèse où l'ensemble des sommes dues au titulaire a été versé, les pénalités feront l'objet d'un titre de perception lors de l'établissement du décompte général.

16.1/ Pénalités de retard

Les délais d'exécution définis à l'article 4 du CCTP et sur lesquels le titulaire s'est engagé dans son offre sont impératifs. En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le ministère dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Le non-respect des délais est constaté dès lors que le titulaire ne remet pas un livrable dans les délais prévus au CCTP ou qu'à l'issue de la remise d'une deuxième version dans le « délai de correction éventuelle du titulaire » après remarques du ministère, le ministère n'est pas en capacité d'admettre le livrable compte tenu de la mauvaise qualité de ce dernier.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, en cas de non-respect des délais prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 700 € HT par jour ouvré de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-PI, la somme des pénalités ne peut excéder 20 % du montant total HT commandé.

Passé un délai de 10 jours ouvrés de retard, le ministère peut décider de résilier le présent marché, de plein droit aux torts du titulaire, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Le titulaire est dégagé de toute responsabilité si les retards sont la conséquence de faits relevant de la force majeure ou de cas fortuits, dans les termes de l'article 1218 du code civil, et de faits qui engagent la responsabilité du ministère.

16.2/ Réfaction pour mauvaise exécution

En cas de remise d'un livrable non satisfaisants au regard des documents contractuels et du niveau de qualité attendu, le titulaire encourt, par dérogation à l'article 29.3 du CCAG/PI, sans mise en demeure préalable, une réfaction correspondant à 5% du montant HT de la prestation de la phase concernée.

16.3/ Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire

Dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue à l'article 8 du présent CCAP, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable les pénalités suivantes :

- 500 € HT si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale de formation sous statut scolaire est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de ladite clause sociale.
- 50 € HT par jour ouvré de retard si, après demande du ministère, le titulaire ne transmet pas dans un délai de 10 jours ouvrés les documents suivants : la « Fiche entreprise » (modifiée le cas échéant), la convention de stage, l'attestation de présence, le bilan croisé.

- Une pénalité (HT) égale au nombre d'heures de formation prévu par le marché et non réalisé, du fait du titulaire, multiplié par 40.

16.4/ Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-PI, en cas de non-respect des conditions et obligations de sécurité ou de confidentialité prévus par les documents contractuels régissant le présent marché, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité de 700 euros HT par manquement.

ARTICLE 17/ PRIX DU MARCHÉ

17.1/ Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre tous les frais nécessaires à la bonne exécution des prestations telles que définies dans le présent cahier des charges, ainsi que tous autres frais pouvant être engagés ou supportés par le titulaire, notamment les frais de déplacement, d'hébergement ou de restauration des personnels du titulaire et des intervenants tiers nécessaires à l'exécution des prestations.

Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) est celui en vigueur au moment de l'exécution de la prestation, objet du présent marché.

L'euro est la monnaie de compte du marché.

17.2/ Forme des prix

Le marché est conclu à prix forfaitaires, conformément au bordereau de prix annexé à l'acte d'engagement.

17.3/ Révision des prix

Les prix sont réputés être établis aux conditions économiques de la date de remise de l'offre.

Les prix peuvent être révisés une fois par an, à la date anniversaire de notification du marché, par application de la formule suivante :

$$P = (P_0 [0,3 + 0,7 (\text{Syntec révisé} / \text{Syntec révisé } 0)])$$

dans laquelle :

-	P	=	le prix révisé ;
-	P ₀	=	le prix initial ;
-	Syntec révisé	=	la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé à la date de révision ;
-	Syntec révisé 0	=	la dernière valeur connue de l'indice Syntec révisé au mois Mo d'établissement des prix (mois de réception des offres)

Pour la mise en œuvre de cette formule, l'ensemble des calculs est effectué au millième supérieur.

Un mois avant la date anniversaire de notification du marché, le titulaire envoie pour acceptation sa demande au ministère comportant la formule de calcul, le taux applicable ainsi que le bordereau de prix révisé sur la base du taux retenu, à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr

Pendant le préavis, les services du ministère peuvent émettre des bons de commande leur permettant de satisfaire leurs besoins à l'ancien tarif.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Le ministère dispose d'un délai de vingt (20) jours ouvrés à compter de la date probante de réception des nouveaux tarifs pour faire connaître sa décision ou ses observations sur ceux-ci. Passé ce délai, les nouveaux tarifs sont réputés acceptés.

ARTICLE 18/ MODALITES DE REGLEMENT ET DE FACTURATION

18.1/ Facturation

Le titulaire établit une facture après chaque commande selon les modalités définies suivantes :
100% du montant du bon de commande annuel, à la recette définitive de l'ensemble des livrables attendus, constatée par attestation de service fait.

Dans le cas où une partie des prestations commandées correspondant à une phase a été réceptionnée par le ministère, le titulaire établit la facture correspondante et demande la mise en paiement correspondant au montant de la phase réceptionnée.

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation des factures, ainsi que de tous les éléments justificatifs, sur lesquelles devront figurer, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date de délivrance et le numéro de la facture ;
- le nom et l'adresse du service émetteur ;
- le numéro de TVA intracommunautaire du titulaire ;
- le cas échéant, l'identification du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- sa domiciliation bancaire ;
- le numéro d'identification SIREN ou SIRET ;
- les références administratives du marché (numéros du marché) ;
- les références du bon de commande ;
- le récapitulatif des prestations ;
- le montant de la facture, en HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA.

Les factures sont obligatoirement adressées sous forme électronique directement dans le portail « Chorus-factures de l'Etat » à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Pour une aide à l'utilisation de cette fonctionnalité, un guide utilisateur ainsi que les éléments descriptifs, le kit de raccordement technique et les spécifications du format normalisé d'échange sont disponibles à cette même adresse.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le ministère par courrier postal ou courrier électronique.

18.2/ Délais de paiement

Conformément à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique, le règlement des prestations intervient par virement administratif dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la facture.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité :

- des intérêts moratoires, dont le taux est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage ;
- une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 euros.

Ce délai peut être suspendu si le représentant du pouvoir adjudicateur constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

18.3/ Avance

Les dispositions applicables à l'avance sont celles prévues aux articles 2191-3 et suivants du code de la commande publique.

Sauf renonciation expresse du titulaire portée à l'acte d'engagement, une avance de 5% est versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 et suivants du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché ou le sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

Cette avance s'applique sur le montant de chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois. Elle n'est due que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance que le sous-traitant ait demandé ou non à bénéficier de l'avance.

Les modalités de calcul de l'avance sont celles fixées à l'article R2191-7 du Code de la commande publique.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours à partir de la notification de l'acte portant commencement d'exécution du marché au titre duquel est accordée cette avance, soit la date de notification du bon de commande.

Les modalités de remboursement de l'avance sont celles fixées par l'article R. 2191-11 du Code de la commande publique.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2191-9 du Code de la commande publique, l'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

18.4/ Acomptes

Conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique, le titulaire a droit au versement d'acomptes pour tous les bons de commande dont le délai de réalisation est supérieur à 3 mois, dans les conditions suivantes : si un bon de commande émis n'a fait l'objet d'aucun règlement pendant une période minimum de 3 mois et si les prestations commandées ont donné lieu à un commencement d'exécution.

Dans ce cas, le titulaire adresse au ministère une demande d'acompte correspondant au maximum à 20 % du montant commandé ou d'un montant correspondant à la valeur des prestations réalisées si celui-ci est inférieur à 20 %. Le titulaire accompagne sa demande d'acompte de tous les éléments justificatifs. Le ministère vérifie l'exactitude des justificatifs fournis et donne ou non son accord. Le règlement du solde intervient à la réception définitive des prestations de l'unité d'œuvre concernée.

18.5/ Cession ou nantissement des créances

Le présent marché pourra être nanti dans les conditions prévues aux articles R. 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

ARTICLE 19/ DOCUMENTS A PRODUIRE AU COURS DE L'EXECUTION DU MARCHE

19.1/ Assurance

Le titulaire doit être couvert par une police d'assurance en cours de validité le garantissant contre les conséquences pécuniaires de tout dommage corporel, matériel ou immatériel, consécutif ou non consécutif, engageant sa responsabilité civile ou celle de son personnel et causé par la conduite des prestations prévues par le présent marché ou les modalités de leur exécution. Il lui appartient, en conséquence, de contracter toutes polices d'assurance nécessaires à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, avant sa notification, le titulaire retenu doit communiquer au ministère une attestation en cours de validité de sa compagnie d'assurance, indiquant les responsabilités couvertes avec les plafonds de garantie pour chaque type de responsabilité.

Il doit ensuite produire, à toute demande du ministère, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

19.2/ Justificatifs sociaux

En application des articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8254-4 du Code du travail, et dans le cas où le ministère serait dans l'impossibilité de se les procurer directement via un web-service sécurisé, le titulaire produit tous les 6 mois à compter de la date de signature du marché par la Personne publique et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus par ces articles.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues à l'article 21 du présent CCAP ci-après.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

19.3/ En cas de modifications relatives au titulaire du marché

19.3.1/ Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer le ministère par écrit et communiquer, son nouveau numéro SIREN dans les plus brefs délais.

19.3.2/ Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable du ministère.

Le titulaire doit en informer le ministère dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- le numéro SIREN de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur n'entre pas dans les motifs d'exclusions listés aux articles L. 2141-1 et suivants du Code de la commande publique ;
- une attestation d'assurance « responsabilité civile professionnelle » en cours de validité établie par la compagnie d'assurance de l'entreprise et non par son courtier ;

- les justifications de références identiques à celles demandées dans l'avis d'appel public à la concurrence et le règlement de la consultation au titulaire du marché.

La cession du marché acceptée par le ministère fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

ARTICLE 20/ UTILISATION DE LA LANGUE FRANCAISE

Conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994, l'usage de la langue française est obligatoire notamment dans les courriers et les communications échangés entre le ministère et le titulaire.

Par dérogation à ce qui précède, à titre très exceptionnel, sur demande du ministère, certains documents remis sont rédigés par le titulaire en anglais si cela est nécessaire à la bonne exécution de la mission.

ARTICLE 21/ RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas et conditions prévus au chapitre 7 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 39 du CCAG-PI, en cas d'inexécution totale ou partielle des prestations décrites dans le présent marché et/ou de dépassement des délais prévus de plus de dix (10) jours ouvrés, le ministère se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire, sans mise en demeure préalable, formalités, ni paiement d'indemnité, sauf si les retards sont imputables au ministère.

Le ministère signale les défaillances au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou via la Plate-forme des achats de l'Etat (PLACE). Ce courrier a valeur de mise en demeure. Le titulaire a dix (10) jours ouvrés pour présenter ses observations.

Passé ce délai ou si le ministère constate que, malgré son avertissement, le titulaire ne respecte toujours pas ses obligations contractuelles, le marché peut alors être résilié sans autre mise en demeure et sans préavis au titulaire.

La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision, ou à défaut à la date de sa notification.

Le titulaire ne peut prétendre au versement d'aucune indemnité.

La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le ministère et notifié au titulaire conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG/PI.

Conformément aux dispositions de l'article 27 du CCAG-PI, dans le cas où le titulaire ne pourrait exécuter une prestation qui, par nature, ne peut souffrir aucun retard dans les conditions et délais prévus au CCTP, le pouvoir adjudicateur peut faire appel à un autre prestataire pour exécuter ladite prestation aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 22/ SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut confier l'exécution de certaines parties des prestations du marché à un ou à plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du ministère l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché. Aux fins d'acceptation du sous-traitant, le titulaire adresse au ministère, par lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : saam-mission.achats3@education.gouv.fr, une déclaration contenant l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, à savoir :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;

- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations sont constituées par la fourniture :

- De la déclaration de sous-traitance complétée (formulaire DC4 pouvant être téléchargé gratuitement sur le site Internet du ministère des finances et des comptes publics : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ;
- Du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le titulaire et par le ministère.

ARTICLE 23/ DIFFERENDS ET LITIGES

En aucun cas, les contestations survenant entre le ministère et le titulaire ne peuvent être invoquées par ledit titulaire comme cause d'arrêt définitif ou momentané d'exécution de la prestation.

Les parties s'engagent à tenter de résoudre à l'amiable tout différend ou litige susceptible d'intervenir entre elles à l'occasion de l'exécution du présent marché.

Dans ce cas, la partie la plus diligente peut saisir par requête le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable, dans les conditions fixées aux articles R. 2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de conciliation, les parties s'engagent à signer une transaction.

A défaut de conciliation, les litiges éventuels afférents au présent marché seront portés devant le tribunal compétent.

ARTICLE 24/ DEROGATIONS

Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 10	Opérations de vérification - admission	Article 28.2
Article 14.1.1	Interlocuteur désigné par le ministère	Article 3.3
Article 14.1.2.1	Changement d'intervenant à l'initiative du titulaire	Article 3.4.3
Article 14.1.2.2	Récusation d'un intervenant par le ministère	Article 3.4.3
Articles 16.1 et 16.4	Pénalités	Article 14
Article 16.2	Réfaction pour mauvaise exécution	Article 29.3
Article 19.1	Assurance	Article 9.2
Article 21	Résiliation	Article 39

Articles du CCTP par lesquels sont introduites ces dérogations		Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé
Article 7	Procédure de recette et délais d'exécution	Articles 28.2 et 29.2